

COPIE

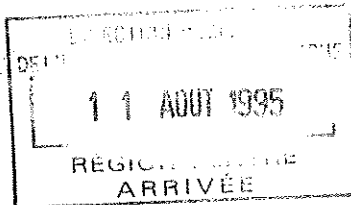
REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE D'EURE-ET-LOIR

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau de l'Urbanisme
et de l'Environnement

DP/ND



Affaire suivie par : Mme POMMIER

Tél. 37.27.70.95.

**ARRETE DES PRESCRIPTIONS A IMPOSER
A L'ENTREPRISE F. GENET EN VUE DE L'EXPLOITATION
D'UNE INSTALLATION DE CONCASSAGE - CRIBLAGE - LAVAGE
DE PRODUITS MINERAUX NATURELS
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LUPERCE**

ARRETE N° 2 571

**LE PREFET D'EURE-ET-LOIR,
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

Vu le Code Minier ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques complétée par la loi n° 80-532 du 15 juillet 1980 relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance ;

Vu la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ;

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 89-413 du 22 juin 1989 relative au Code de la Voirie Routière ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié pris pour l'application de l'article 5 de la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu les décrets n° 85.448 et 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 et modifiant diverses dispositions prises en application du Code Minier ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 portant application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifié ;

Vu le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour l'application de l'article 2 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 ;

.../...

Vu le décret n° 94-485 en date du 9 juin 1994 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;

Vu la demande présentée le 5 août 1994 par le Directeur de l'Entreprise GENET, dont le siège social est situé 5, rue Principale - Châtenay - 28190 MITTAINVILLIERS, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploitation d'une installation de concassage - criblage - lavage des matériaux sur le territoire de la Commune de SAINT-LUPERCE - lieu-dit "Les Lasses" sur un terrain cadastré section Z n° 159 et 6 au titre de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'étude d'impact et ses annexes jointes à la demande de l'Entreprise GENET ;

Vu les résultats de l'enquête publique et l'avis défavorable du Commissaire-Enquêteur ;

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipeement, de M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, de M. le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours d'Eure-et-Loir, de M. le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile, de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes de SAINT-LUPERCE, FONTAINE-LA-GUYON et SAINT-ARNOULT-DES-BOIS ;

Vu le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Centre en date du 17 mai 1995 ;

Vu l'avis favorable émis par la commission départementale des carrières lors de sa séance en date du 16 juin 1995 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture d'EURE-ET-LOIR ;

ARRETE :

Article 1er - L'Entreprise F. GENET dont le siège social est situé 5 rue Principale - Châtenay - 28190 MITTAINVILLIERS, est autorisée aux conditions suivantes et en conformité des plans et descriptions produits au dossier de demande d'autorisation, à installer et exploiter une installation de concassage, criblage et lavage de matériaux alluvionnaires et d'argiles à silex au lieu-dit "Les Lasses" sur un terrain cadastré section Z n° 159 et 6, sur le territoire de la commune de SAINT-LUPERCE.

Les installations autorisées sont rangées sous la rubrique suivante de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

n° 2515 : Concassage, criblage, lavage de produits minéraux naturels, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement des installations étant de 462 kW (régime de l'autorisation préfectorale).

Le tonnage maximal annuel à traiter dans les installations est fixé à 150 000 tonnes.

Article 2 - Pour exploitation de ses installations et des équipements connexes, l'Entreprise F. GENET est tenue de se conformer :

- aux plans, descriptifs et données techniques contenus dans le dossier de demande en tant qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté ;
- aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 (J.O. du 22 octobre 1994) en ce qu'elles concernent les installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- aux dispositions de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 août 1985 (J.O. du 10 novembre 1985) relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (méthodologie de mesure) ;
- aux prescriptions complémentaires édictées dans le présent article ;

1 - Limitation de l'impact des exploitations sur l'environnement :

Les installations de premier traitement des matériaux sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement, notamment par la mise en oeuvre de techniques propres.

2 - Prévention des pollutions :

2.1. - Dispositions générales :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté, les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de tout matériau ni entraîner de dépôt de poussières, de boues ou de tout autre matériau sur les voies de circulation publiques.

Le chargement des véhicules sera effectué conformément aux dispositions du Code de la Route.

Des plantations seront faites de façon à masquer l'installation par rapport aux voies routières.

2.2.- Pollution des eaux :

2.2.1. - Prévention des pollutions accidentelles -

Le ravitaillement des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

L'entretien et la réparation des engins sur le site est interdit.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols (déchets d'hydrocarbures extraits du séparateur...), est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

.../...

Cette disposition ne s'applique ni au décanteur des eaux de lavage des matériaux ni aux bassins de séchage des boues.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

2.2.2. - Rejets d'eau dans le milieu naturel -

♦ Eaux de procédé des installations :

Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits ; ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.

Le floculant mis en oeuvre est un copolymère d'acrylamide et d'acrylate de sodium ; toute modification dans la nature chimique du floculant utilisé est subordonnée à l'accord du service d'inspection des Installations Classées.

♦ Eaux rejetées (eaux usées domestiques, eaux collectées sur l'aire de ravitaillement) :

les eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères) seront admises dans un dispositif d'assainissement autonome avant rejet dans le milieu naturel. Ce dispositif devra, par extension, répondre aux dispositions de l'arrêté du 3 mars 1982 fixant les règles de construction et d'installation des fosses septiques et appareils utilisés en matière d'assainissement autonome des bâtiments d'habitation.

Les eaux collectées sur l'aire étanche affectée au ravitaillement des engins ne pourront être rejetées dans le milieu naturel. Elles seront, après un pré-traitement approprié, admises dans le circuit de lavage des matériaux extraits, en vue de leur recyclage total. A l'issue du pré-traitement, l'effluent présentera les caractéristiques minimales suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;*
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90101) ;*
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90114).*

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

- l'émissaire est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.*

2.2.3. - Surveillance de la qualité des eaux souterraines -

Un piézomètre de contrôle de la qualité des eaux souterraines de la nappe de la craie devra être aménagé à l'aval hydrogéologique des bassins de sédimentation et de tout lieu de dépôt final des boues ; l'emplacement retenu devra recueillir l'approbation de l'hydrogéologue agréé.

Il répondra aux caractéristiques suivantes :

- diamètre permettant la mise en place d'une pompe pour le renouvellement de l'eau avant prélèvements pour analyses ;
- cimentation complète sur toute la zone non saturée de l'espace annulaire jusqu'au niveau statique de la nappe ;
- hauteur du tubage acier hors sol : 0,50 m ;
- cimentation périphérique du tubage hors sol sur 1 m ;
- fermeture du tubage : couvercle coiffant verrouillable.

Deux analyses de contrôle devront annuellement être réalisées en vue de la recherche d'acrylamide monomère ou de ses dérivés ; les résultats de ces contrôles seront transmis au service d'inspection des Installations Classées.

2.3. - Pollution de l'air :

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

2.4. - Incendie et Explosion :

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

En particulier, l'exploitant :

- disposera des extincteurs appropriés aux risques ;
- plantera un poteau d'incendie de 100 mm conforme à la norme en vigueur, à moins de 100 m de l'installation, distance calculée en parcours réel ; toute disposition alternative pourra être admise sous réserve de l'accord des services d'incendie et de secours.

2.5. - Déchets :

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

2.6. - Bruits et vibrations :

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

♦ Bruits :

Les bruits émis par la carrière et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées, et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A) d'une émergence supérieure à :

- 5 dB(A) pour la période allant de 06 h 30 à 21 h 30, sauf dimanches et jours fériés ;
- 3 dB(A) pour la période allant de 21 h 30 à 06 h 30, ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation (concassage, criblage, lavage et extraction) est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie dans la 2ème partie de l'instruction technique annexée à l'arrêté du 20 août 1985 (J.O. du 10 novembre 1985) relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera procéder, par un laboratoire ou organisme qualifié indépendant, à une expertise acoustique permettant de déterminer, en périmètre de la zone d'implantation, des niveaux limites de bruit que les installations ne devront pas dépasser, tels que les valeurs maximales d'émergence à une distance de 200 m dudit périmètre soient respectées pour les différentes périodes de la journée. Ces niveaux limites ne pourront excéder 70 dB(A).

Le rapport de mesure sera transmis immédiatement au service d'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existants à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré A : $L_{Aeq,T}$. L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation moins de 5 ans avant le 22 octobre 1994 doivent, dans un délai de 3 ans après cette date, répondre aux règles d'insonorisation fixées par les arrêtés pris en application du décret n° 69.380 du 18 avril 1969.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

♦ Vibrations :

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement devront être satisfaites.

2.7. - Prélèvements - Analyses :

L'inspection des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores ou de vibrations mécaniques. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

3 - Ouvrage de prélèvement d'eau en nappe :

♦ Règles d'implantation :

L'ouvrage sera installé au lieu-dit "Les Lasses" section Z n° 159 commune de SAINT-LUPERCE, conformément aux indications contenues dans le dossier de demande.

Toute modification du lieu d'implantation est subordonnée à l'accord de l'Inspecteur des Installations Classées.

Il sera en outre :

- *placé en dehors des périmètres de protection immédiate et rapprochée des captages publics.*
- *éloigné d'une distance de 100 m des lieux de stockage d'huiles, d'hydrocarbures, et de toute substance ou préparation susceptible de compromettre la qualité des eaux souterraines.*
- *éloigné des points de prélèvement déjà existants pour éviter toute compétition quant aux débits de la nappe sollicitée.*

♦ Conditions de réalisation de forage :

En application de l'article 131 du Code Minier, une déclaration préalable doit être effectuée auprès de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, 15 jours avant le début des travaux si l'ouvrage ne dépasse pas 50 m de profondeur, et 60 jours avant le début des travaux s'il dépasse 50 m de profondeur.

En cas d'échec, l'ouvrage devra impérativement être rebouché dans les règles de l'art. Le constat de rebouchage établi par un hydrogéologue devra figurer dans le compte rendu des travaux.

♦ Compte rendu des travaux :

L'exploitant adressera à l'Inspecteur des Installations Classées, dans le mois qui suit l'achèvement des travaux, un rapport complet comprenant :

- *la localisation précise de l'ouvrage réalisé (échelle 1/25000) ;*
- *la coupe géologique ;*
- *la coupe technique précise ;*
- *le déroulement du chantier (date des différentes opérations, anomalies éventuelles, compte-rendu de la cimentation) ;*
- *la description précise des mesures prises pour mettre la nappe exploitée à l'abri des infiltrations d'eaux superficielles ;*
- *le compte rendu des pompages d'essai :*
 - . relevé des mesures (niveau statique, débits, niveaux dynamiques)*
 - . éventuellement la courbe débit-rabattement ;*
- *le procès-verbal de comblement rédigé par l'hydrogéologue, le cas échéant.*

♦ Exploitation du forage :

Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions suivantes :

- ne pas stocker, manipuler, transvaser à proximité du forage des produits dangereux (huiles, hydrocarbures, etc...) ;
- en cas d'utilisation du forage pour le remplissage du bac de floculation, prendre toutes précautions pour éviter le siphonnage du bac vers le forage (réservoir de coupure, disconnecteur...).

♦ Technique de foration :

Elle devra être choisie en fonction des contextes géologiques et hydrogéologiques locaux.

♦ Echantillonnage des terrains :

Pendant toute la durée de la foration, un échantillonnage doit être réalisé mètre par mètre et à chaque changement de nature du terrain. Cet échantillonnage sera conservé par le demandeur. L'exploitant s'assure que la coupe géologique est dressée à partir de ces échantillons.

♦ Tubage :

- Les tubes devront être vissés ou parfaitement soudés et mis en place à l'aide de centreurs.
- Le forage sera équipé d'un tube plein (acier ou PVC) sur toute la hauteur de la zone non saturée et la protection de la nappe exploitée contre les infiltrations sera assurée par cimentation étanche totale de l'espace annulaire réalisée par le bas, au moyen d'un laitier de ciment.
- Le forage exploite le réservoir de craie ; la cimentation sera réalisée jusqu'au niveau statique de la nappe exploitée.
- La colonne de captage (tube perforé) sera, si nécessaire, entourée d'un massif de graviers siliceux calibré.

♦ Tête d'ouvrage :

Le tubage devra s'élever au moins à 0,50 mètre au dessus du terrain naturel et ne présenter aucune ouverture latérale sur cette hauteur. Il sera entouré à sa base d'une collerette de ciment faisant saillie de 0,20 mètre.

♦ Fermeture du forage :

Le tube supérieur hors sol en acier devra être équipé d'un couvercle coiffant verrouillable ou, à défaut, être fermé par un capot coiffant maintenu cadénassé.

♦ Nature des tubes :

La nature des tubes devra être choisie en fonction des caractères hydrochimiques de l'eau captée.

♦ Dispositif de comptage :

Le forage devra être équipé d'un système de comptage des volumes d'eau prélevés.

Article 3 - Le bénéficiaire de la présente autorisation peut contester la décision par un recours gracieux ou un recours hiérarchique.

Il peut également saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification de la présente autorisation.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, peuvent contester le présent arrêté d'autorisation en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente, en saisissant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par la voie administrative.

Ampliations en seront adressées à M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Centre (3 exemplaires), à MM. les Maires des communes de SAINT-LUPERCE, SAINT-ARNOULT-DES-BOIS, COURVILLE-SUR-EURE, FONTAINE-LA-GUYON et SAINT-AUBIN-DES-BOIS.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations seront soumises sera, aux frais de l'Entreprise F. GENET, inséré par les soins du Préfet d'Eure-et-Loir dans deux journaux d'annonces légales du département et affiché dans la mairie de SAINT-LUPERCE pendant une durée d'un mois à la diligence de M. le Maire de SAINT-LUPERCE qui devra justifier au Préfet d'Eure-et-Loir de l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en outre par le pétitionnaire dans son établissement.

Article 4 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, M. le Maire de SAINT-LUPERCE, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Centre et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Chartres, le 18 JUILLET 1995

Pour LE PREFET,
Le Sous-Préfet délégué,

Bernard JOUINEAU

Pour ampliation,
L'Attaché, Chef de Bureau



Paulette BAHON